

Projet de centrale photovoltaïque au sol du Crozet





Table des matières

Table des matières	2
Table des illustrations	3
AVANT-PROPOS	5
1. Localisation du projet	6
2. Présentation de l'état du terrain	7
3. Analyse de l'environnement du projet	10
3.1 Zonages environnementaux	10
3.3 Analyse urbanistique	14
Zonage du PLU	14
Servitudes	16
4.4 Analyse du raccordement	16
4.5 Analyse du gisement	18
4.6 Analyse de la topographie du site	18
4. Aménagement du terrain	19
5.1. Les modules photovoltaïques	19
5.2. Les tables d'assemblages et fixation au sol	19
5.3 Les locaux techniques	20
5. Traitement des limites de terrain	20
6.1. Clôture et portails d'accès	20
6.2. Pistes internes périphériques à la centrale	21
6.3. Equipement de défense incendie	21
5. Description de la phase chantier	22
6. Exploitation de la centrale	23
7. Démantèlement de la centrale	23
8. Présentation du plan de masse envisagé de l'installation	25
9. Synthèse des mesures proposées	26
Conclusion	27
ANNEXE 1 – Justificatif communal caractère dégradé du site	28
ANNEXE 2 – Arrêté du 27 mai 2025 portant arrêt de la cartographie des zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAENR) dans la Loire	29



Table des illustrations

Figure 1 : Plan de situation– Source : Melvan, 2025	6
Figure 2 : Plan de localisation cadastrale – Source : Melvan, 2025.....	7
Figure 3 : Photo du site prise par drone.....	8
Figure 4 : Photo du site prise par drone.....	8
Figure 5 : Photos du site	8
Figure 6 : Extrait du portail cartographique des énergies renouvelables	9
Figure 7 : Localisation des zonages environnementaux à proximité du projet – Source : Melvan, DREAL AURA	10
Figure 8 : Carte de localisation par rapport aux zonages liés au patrimoine (Source : Melvan, Atlas des patrimoines)	12
Figure 9 : Localisation des profils altimétriques	13
Figure 10 : Profils altimétriques	13
Figure 11 : Extrait du Plan Local d’Urbanisme du Crozet	14
Figure 12 : Extrait de la carte de localisation des servitudes du Plan Local d’Urbanisme du Crozet.....	16
Figure 13 : Capacité disponible sur la ligne HTA de proximité – Source : Enedis	17
Figure 14 : Etude du gisement – Source : PVGIS	18
Figure 15 : Exemple d’une clôture de parc solaire – Source Melvan	21





AVANT-PROPOS

La société Melvan a rédigé cette note concernant le projet de centrale photovoltaïque du Crozet, situé « Route de Pinleau » et au lieu-dit « Chez Cornu » dans la commune du Crozet.

Le site est une ancienne carrière et identifié comme zone d'accélération des énergies renouvelables : il est donc idéal pour l'implantation d'une centrale photovoltaïque.

Cette note descriptive vise donc à fournir des informations supplémentaires à la DREAL de la région Auvergne-Rhône-Alpes, pour faciliter sa prise de décision dans le cadre de la demande d'examen au cas par cas, conformément aux articles R.122-3 et R.122-3-1 du code de l'environnement.



1. Localisation du projet

Le terrain concerné par le projet photovoltaïque du Crozet se situe sur la commune du Crozet, à l'adresse « Route de Pinlau » dans le département de la Loire, en région Auvergne-Rhône-Alpes.

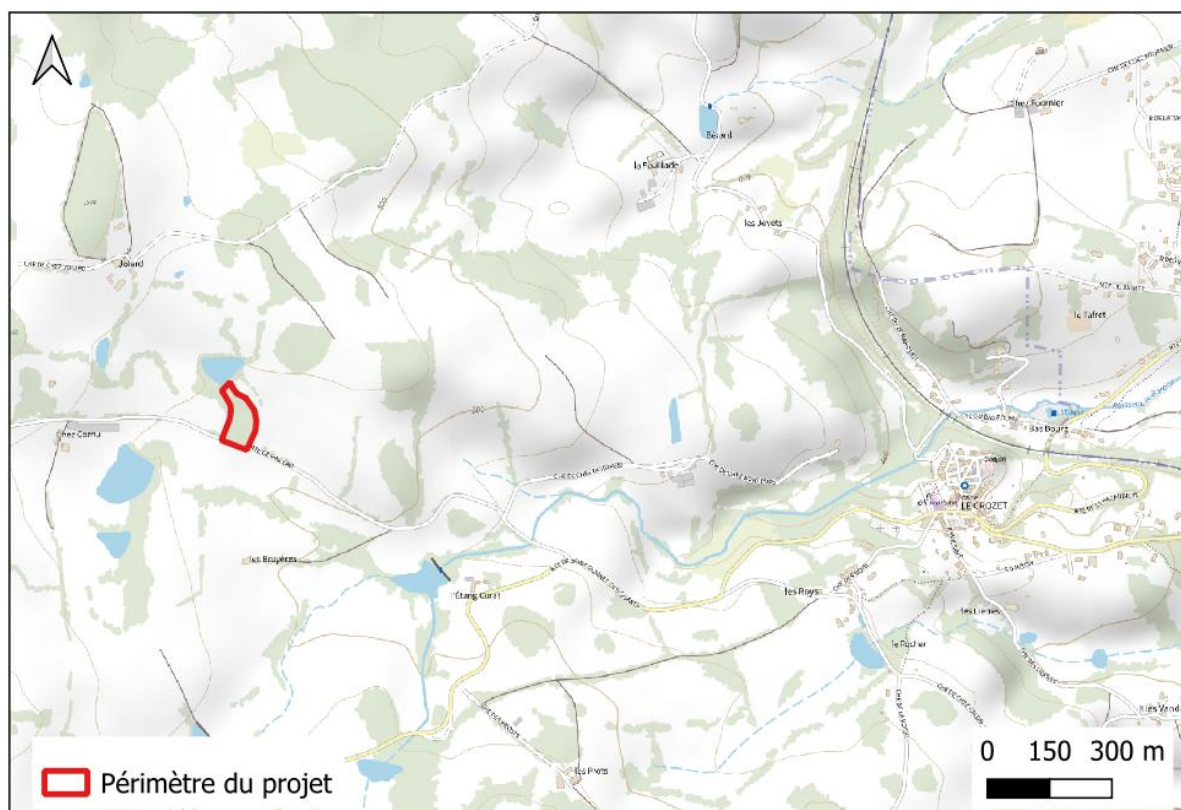


Figure 1 : Plan de situation– Source : Melvan, 2025

La zone d'étude s'implante sur une surface totale de 7 980 m² et concerne la parcelle cadastrale A 354, lieu-dit « Chez Cornu » ; sur la commune de Le Crozet, comme le montre la figure ci-dessous.



Figure 2 : Plan de localisation cadastrale – Source : Melvan, 2025

2.Présentation de l'état du terrain

Le terrain est une ancienne carrière appartenant à un propriétaire privé. Celle-ci a été exploitée à partir de 1943. L'attestation communale justifiant de la présence d'une ancienne carrière est jointe en annexe.

A la fin des années 1960, le site était occupé par un ancien taillis vieillissant. Le peuplement de frênes touché par le champignon *Chalara fraxinea* a dû être coupé. Le site a ensuite été entretenu régulièrement afin de respecter les règles en termes de débroussaillage pour limiter les risques de feux de forêt. Les photos ci-dessous permettent de visualiser l'état actuel du terrain.



Figure 3 : Photo du site prise par drone



Figure 4 : Photo du site prise par drone



Figure 5 : Photos du site



L'objectif visé est la production d'énergie renouvelable par l'exploitation d'une centrale photovoltaïque. Il permettra notamment de répondre aux objectifs visés par la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) en termes de développement des énergies renouvelables.

En sa qualité de site délaissé, le site du Crozet est un foncier privilégié pour l'implantation d'un parc photovoltaïque, selon les différentes politiques énergétiques territoriales et répond notamment aux exigences du cahier des charges de la Commission de Régulation de l'Energie.

Le site a également été identifié par la commune du Crozet comme « zone d'accélération des énergies renouvelables » (ZAENR) pour l'implantation de centrale photovoltaïque au sol par arrêté préfectoral du 27 mai 2025 (cf. annexe 2), comme le montre la figure ci-dessous.

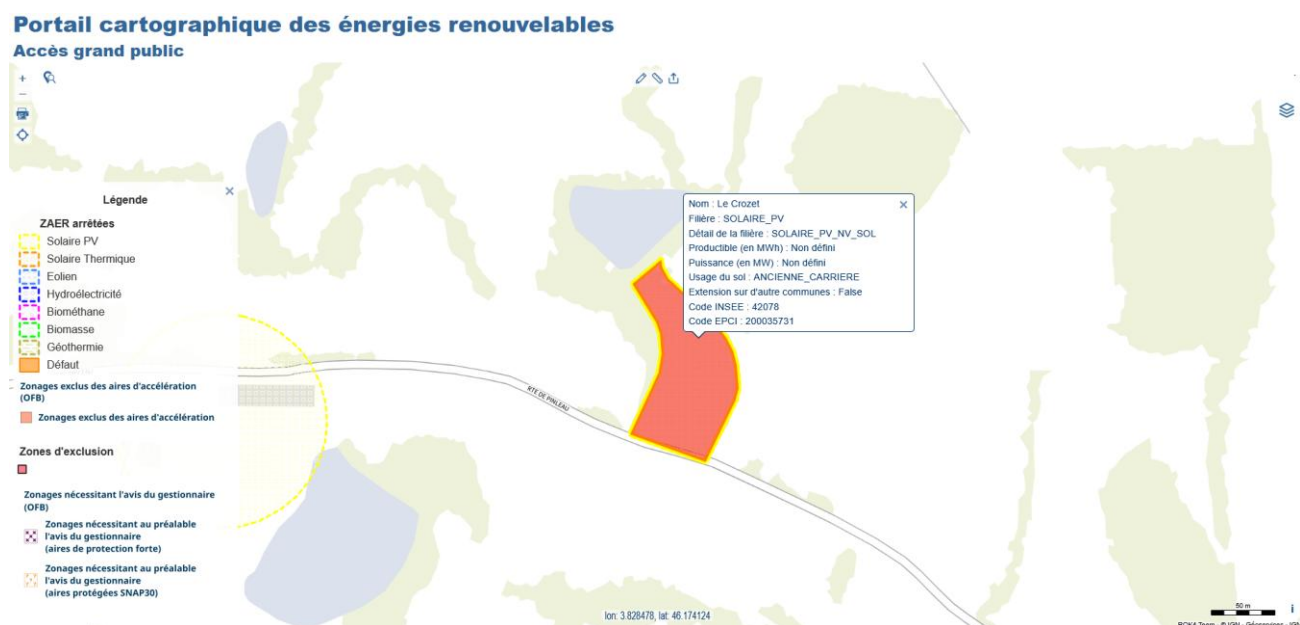


Figure 6 : Extrait du portail cartographique des énergies renouvelables

En effet, dans une démarche globale d'économie des espaces, l'implantation de parc photovoltaïque est prioritairement encouragée vers les sites dits à moindre enjeu foncier (friches industrielles, délaissés routiers, anciennes carrières, anciennes décharges...).

A une échelle plus locale, l'installation de cette centrale permettra également de revaloriser un site laissé sans usage, sans concurrence d'usage sur le foncier visé sur lequel aucune activité agricole, pastorale ou forestière, n'a été effectuée.



En conclusion : Le site est un site dégradé (ancienne carrière) et identifié comme ZAENR pour l'implantation de centrale photovoltaïque au sol par la commune du Crozet. C'est donc un site idéal pour l'implantation d'une centrale photovoltaïque.

3. Analyse de l'environnement du projet

3.1 Zonages environnementaux

Afin de préserver le patrimoine naturel, les zonages environnementaux (réseau Natura 2000, réserves naturelles, arrêtés de biotope, Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) sont pris en compte dans les critères de choix d'implantation. Les secteurs hors sensibilités environnementales sont privilégiés.

Aucun zonage environnemental n'est situé à proximité du site. Le zonage le plus proche est la ZNIEFF de type 1 « Etangs de la Borde » à 4,7 km à l'Est.

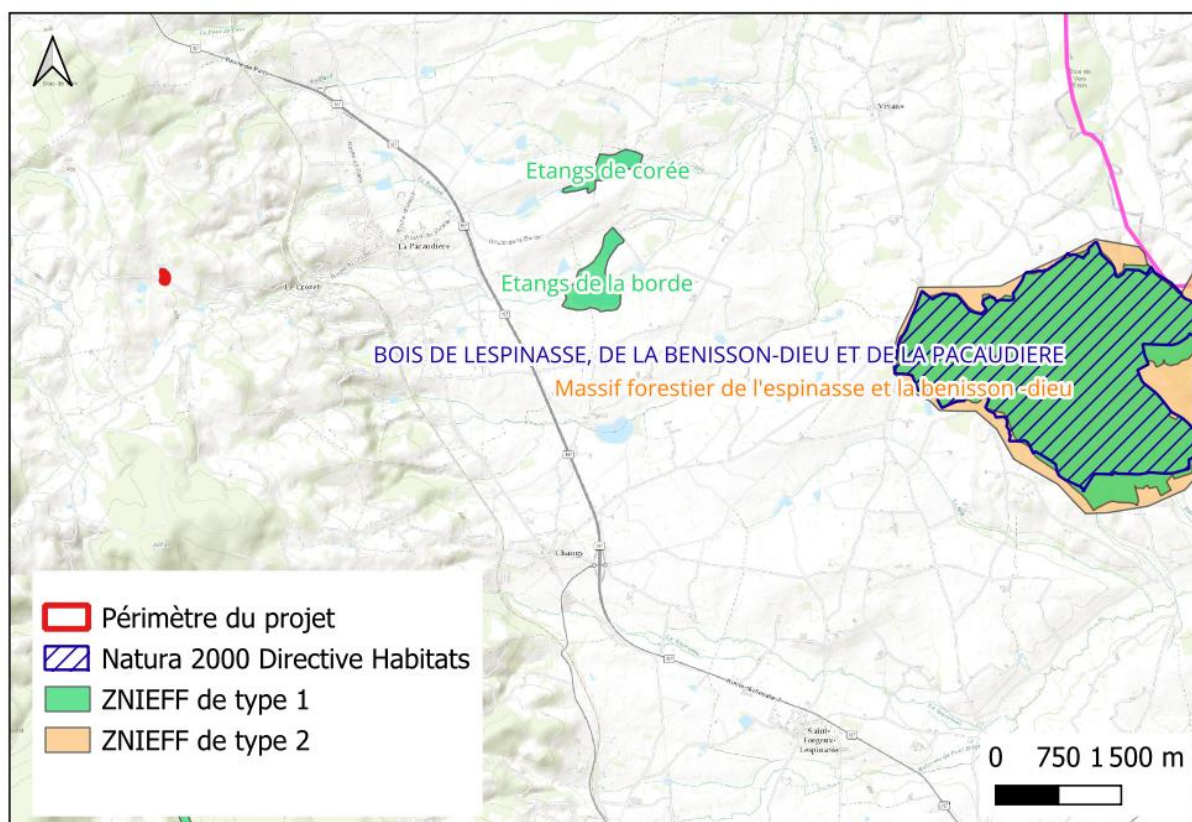


Figure 7 : Localisation des zonages environnementaux à proximité du projet – Source : Melvan, DREAL AURA



Le site étant éloigné des zonages et étant entretenu régulièrement, il ne présente pas d'enjeux écologiques.

Afin de réduire au maximum notre impact sur l'environnement, plusieurs mesures ont été prévues dans le cadre de ce projet :

- La période de préparation du terrain et de démarrage des travaux (création des chemins, etc.) s'effectuera hors période de nidification et reproduction de la faune qui s'étend de mi-mars à mi-août. La finalisation des travaux (montage des tables et des modules) pourra s'effectuer sans limitation étant donné leur faible impact sur l'environnement.
- Des arbustes seront conservés en bordure du site le long de la route au Sud et sur la limite Est. Sur les limites Nord du site, le contexte boisé permettra une bonne intégration environnementale du site.
- L'entretien du site sera assuré par le biais d'un pâturage ovin, dans le cadre d'un contrat avec un éleveur local. Cette approche permettra de maintenir une gestion écologique du site tout en favorisant la présence de la biodiversité locale au sein de la zone projet.

En conclusion : Le site se situe en dehors de tout zonage de protection écologique. Il ne présente aucune sensibilité écologique particulière.

3.2 Analyse patrimoniale et paysagère

Le projet se situe en dehors de toutes zones de protection architecturale. Par conséquent le projet n'est pas soumis à autorisation des Architectes des Bâtiments de France (ABF).

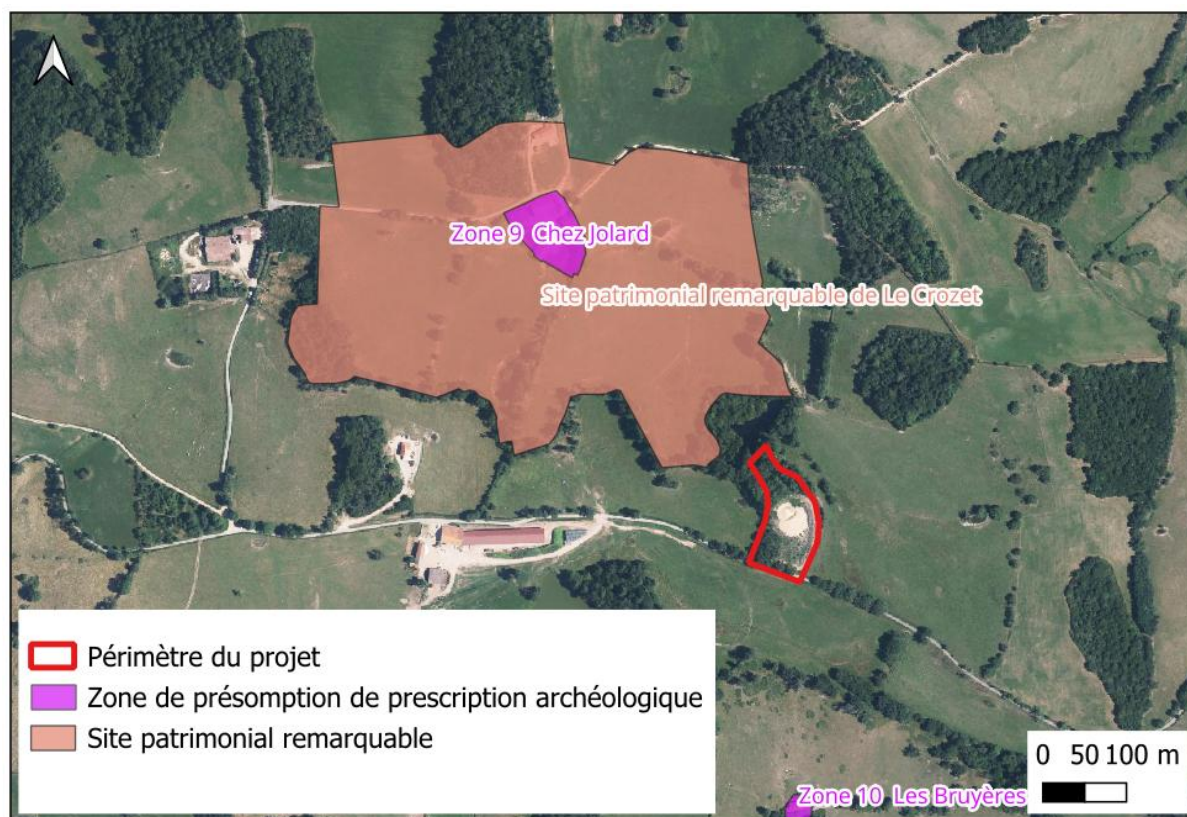


Figure 8 : Carte de localisation par rapport aux zonages liés au patrimoine (Source : Melvan, Atlas des patrimoines)

Néanmoins, une partie du site patrimonial remarquable du Crozet est localisé à 37 m à l'Ouest du site.

Le terrain étant en pente vers le Sud et un masque paysager existant entre les 2 sites, il n'y aura aucune covisibilité.

L'analyse des profils altimétriques du secteur permet de constater que le site d'étude ne sera pas visible depuis le site patrimonial remarquable.

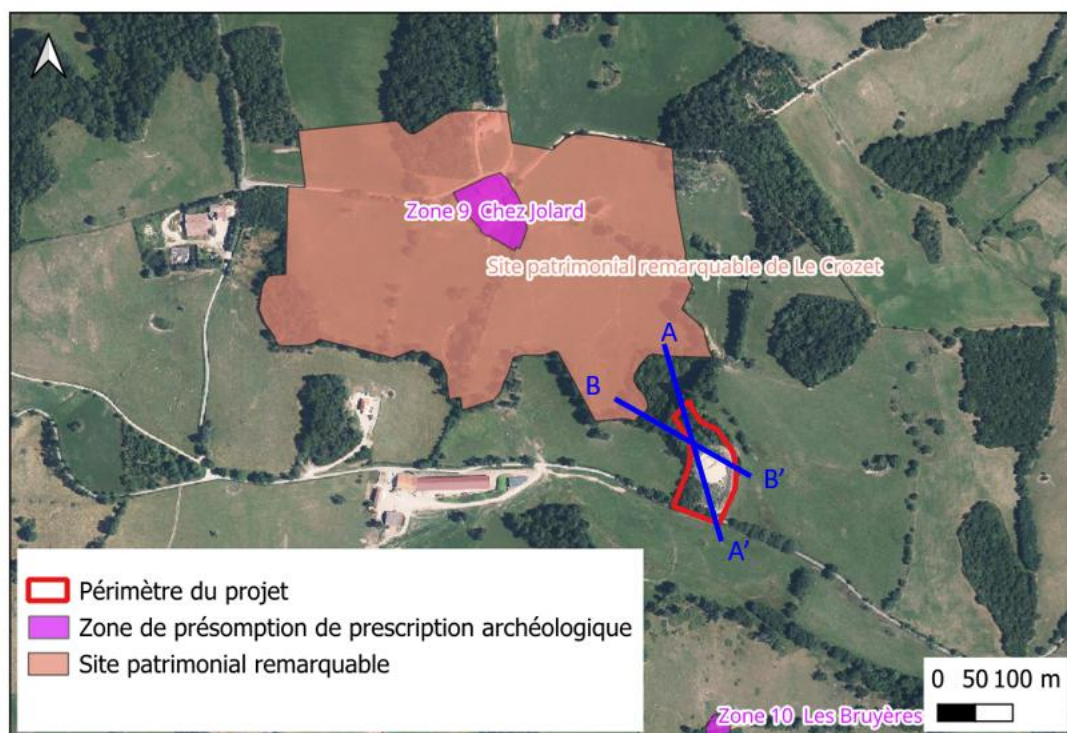


Figure 9 : Localisation des profils altimétriques

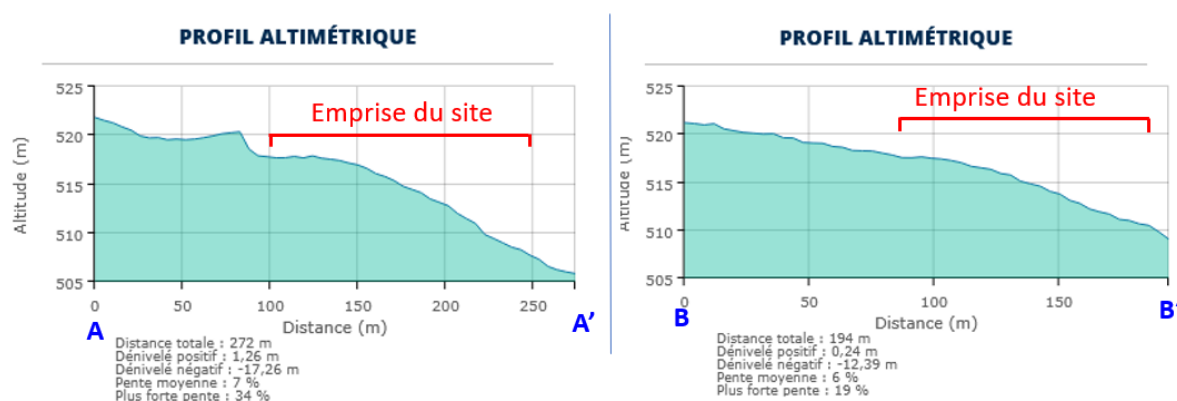


Figure 10 : Profils altimétriques

Même à courte distance, la visibilité du site est totalement obstruée par les éléments naturels. En effet, le site est situé à proximité d'un massif boisé, ce qui le rend entièrement dissimulé par la végétation. Sur les bordures Sud et Est, les haies seront conservées et renforcées si nécessaire. Par conséquent, l'impact visuel sera extrêmement réduit.



En conclusion : Le projet est compatible avec les enjeux paysagers et patrimoniaux identifiées. En l'état, l'enjeu attribué au site d'étude concernant les interactions avec les zonages du patrimoine paysager et historique est considéré comme nul.

3.3 Analyse urbanistique

Sur la commune de Le Crozet, le document d'urbanisme applicable est le Plan Local d'Urbanisme (PLU), dont la dernière procédure a été approuvée en avril 2021. Selon le PLU, les parcelles sont répertoriées en zone N (Secteur Naturel).

Zonage du PLU

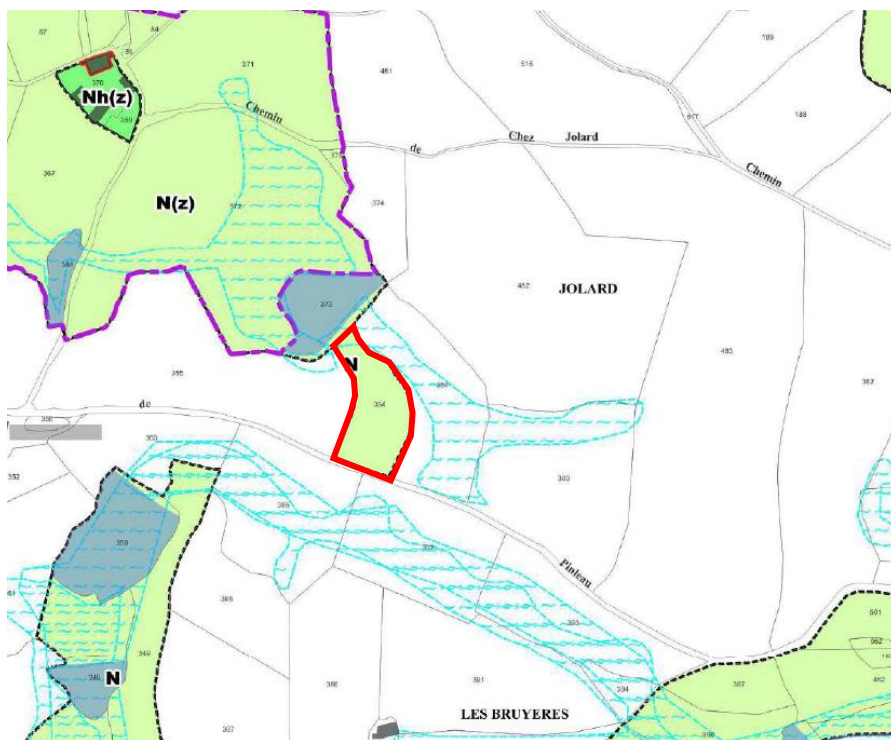


Figure 11 : Extrait du Plan Local d'Urbanisme du Crozet

Le PLU précise que dans le secteur Naturel « sont autorisées les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des équipements collectifs et services publics dont ferroviaire et les ouvrages de transport d'électricité « HTB ».



→ [Sur la notion d'équipement d'intérêt collectif](#)

En qualité de parc photovoltaïque, le projet du Crozet correspond bien à une installation d'équipement collectif.

Dans un arrêté du 10 novembre 2016, le législateur a précisé les destinations et sous-destinations de constructions pouvant être réglementées par le PLU et le RNU. Cet arrêté précise que la sous-destination « *Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées* » de la destination « *Équipements d'intérêt collectif et services publics* » recouvre « *les constructions industrielles concourant à la production d'énergie* ». De plus les arrêtés des Cours administratives d'appel de Bordeaux (n°14BX01130 du 13 octobre 2015) et de Nantes (14NT00587 du 23 octobre 2015) ont consacré les projets photovoltaïques comme des constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (CINASPIC) : « *Considérant en premier lieu que, eu égard à leur importance et à leur destination, les panneaux photovoltaïques en cause, destinés à la production d'électricité, et contribuant ainsi à la satisfaction d'un intérêt public, doivent être regardés comme des installations nécessaires à un équipement collectif au sens des dispositions l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme* ».

La jurisprudence administrative considère donc de façon constante les projets photovoltaïques d'intérêt collectif.

Cette solution est directement issue de la jurisprudence plus globale qui considère que les équipements de production d'énergies renouvelables, telles les éoliennes ou les panneaux photovoltaïques, présentent un intérêt général tiré de sa contribution à la satisfaction d'un besoin collectif par la production d'électricité vendue au public¹.

Par sa nature, le projet du Crozet dispose donc de la qualité d'équipement d'intérêt collectif.

Par ailleurs, le terrain du projet est localisé dans un secteur où des zones humides ont été identifiées. Ces zones humides sont situées en bordure du terrain concerné par le projet. Une petite partie est localisée en limite Nord de la parcelle : cette zone sera évitée.

¹ CE, 13 juillet 2012 n°345970 et n°343306 ; CE, 19 septembre 2014, n°357327 et CAA Marseille, 6 avril 2016, n°15MA01023



Servitudes

D'après le PLU, le site du projet n'est concerné par aucune servitude. La servitude la plus proche est le site patrimonial remarquable du Crozet localisée à 37 m à l'Ouest du site.

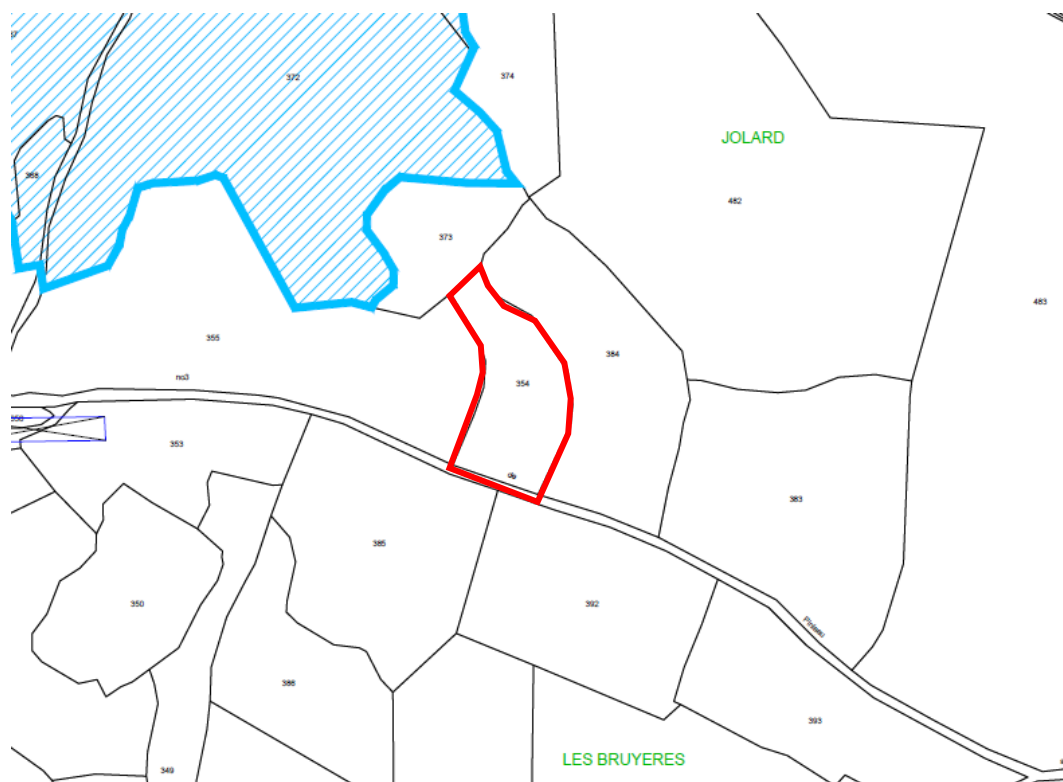


Figure 12 : Extrait de la carte de localisation des servitudes du Plan Local d'Urbanisme du Crozet

En conclusion : en raison de sa nature d'équipement d'intérêt collectif, le projet photovoltaïque du Crozet est compatible avec le Plan Local d'Urbanisme de la commune du Crozet.

4.4 Analyse du raccordement

Dans le cas du projet de centrale photovoltaïque du Crozet, le raccordement final est sous la responsabilité d'ENEDIS, le gestionnaire du réseau. Le raccordement électrique est souterrain selon les normes en vigueur.

Le poste source dont dépend le site est celui de Changy, localisé à environ 7 km du site.



D'après le site CAPARESEAU, la capacité d'accueil disponible à ce jour au titre du Schéma Régional de Raccordement au Réseau Energies Renouvelables (S3REnR) est suffisante compte tenu de la puissance envisagée de la centrale photovoltaïque.

La faible puissance du projet permet d'envisager son raccordement sur une ligne HTA/BT. La distance au raccordement étant un critère indispensable à la faisabilité économique d'un projet et la capacité technique de la ligne HTA/BT étant suffisante, la société Melvan prévoit de s'y raccorder.

La ligne HTA/BT reliée au poste source de Changy située à 400 m à l'Est du site a la capacité suffisante (4,3 MW disponible).

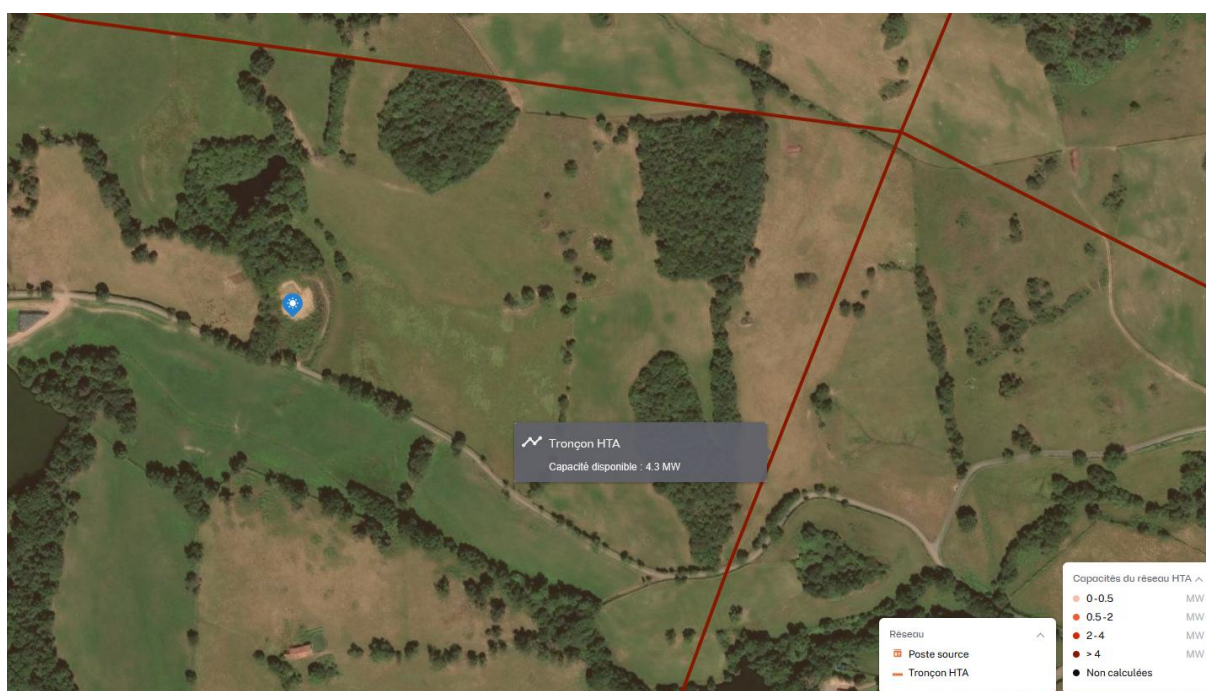


Figure 13 : Capacité disponible sur la ligne HTA de proximité – Source : Enedis

Les travaux de raccordement seront réalisés en suivant le tracé des voiries existantes afin de limiter au maximum l'impact sur l'environnement. C'est le prestataire Enedis qui déterminera précisément le tracé définitif après l'obtention des autorisations d'urbanisme du projet.

En conclusion : La ligne HTA/BT située à l'Est du site permet d'envisager une solution technico-économique satisfaisante pour le raccordement du projet. Cette solution de raccordement sera confirmée auprès d'Enedis après l'obtention des autorisations administratives.



4.5 Analyse du gisement

L'ensoleillement représente un critère fondamental pour assurer la pérennité d'un projet photovoltaïque. Le département de la Loire dispose d'un gisement solaire satisfaisant pour permettre l'installation de la centrale, dans des conditions efficaces de production.

La productivité au droit du site du projet est estimée à 1206 kWh, pour un système fixe orienté plein sud à 15°.

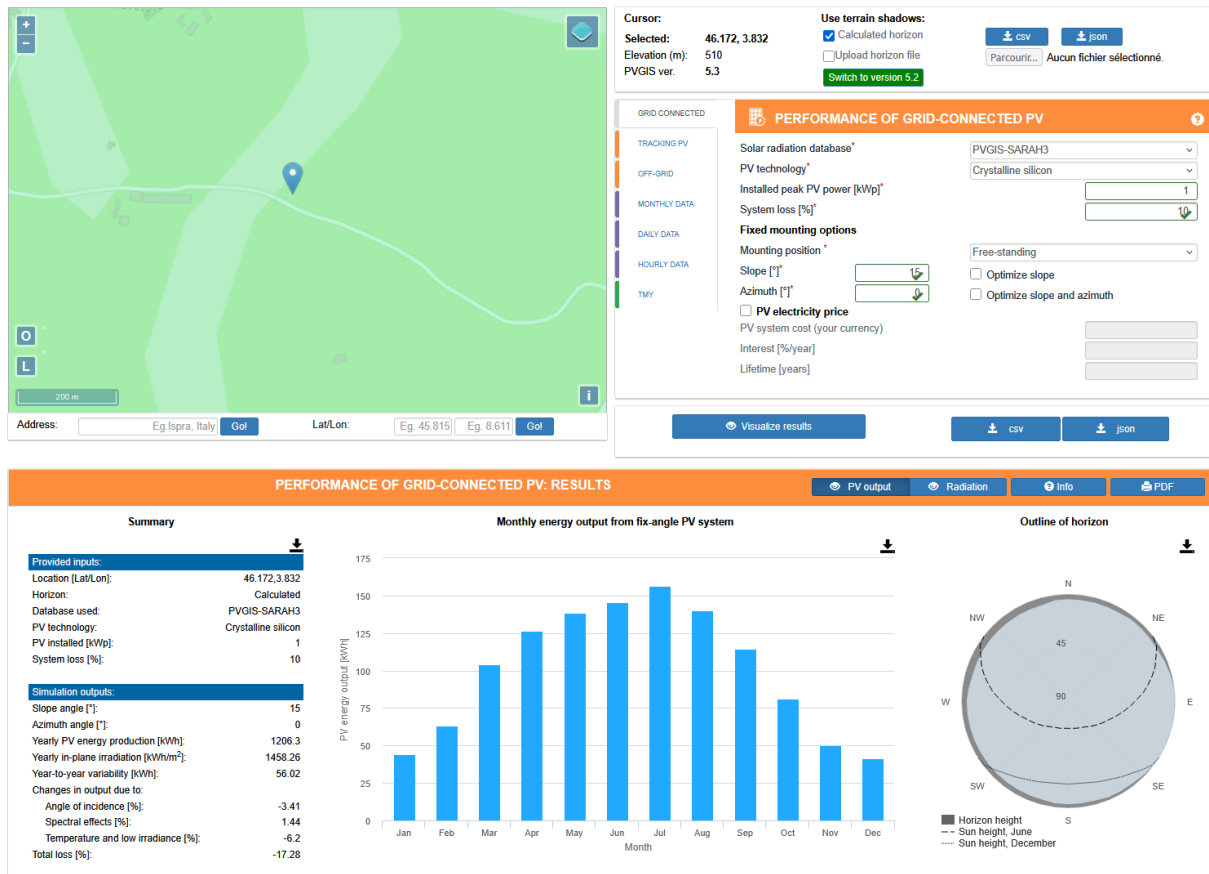


Figure 14 : Etude du gisement – Source : PVGIS

En conclusion : Le site présente des conditions d'ensoleillement satisfaisantes pour l'exploitation d'un parc solaire.

4.6 Analyse de la topographie du site

Le site dispose d'une topographie favorable à l'installation d'une centrale solaire. La topographie du site avec une pente en direction du Sud est favorable à l'optimisation de la production solaire sur ce site. Ces éléments sont importants pour la configuration du parc et son installation.



En conclusion : La topographie du site permet l'installation d'une centrale solaire.

4. Aménagement du terrain

Préalablement au début des travaux, une délimitation de la zone d'emprise des travaux sera mise en place pour garantir le respect des enjeux environnementaux. Aucune circulation d'engins ne sera autorisée en dehors de la zone délimitée.

Préparation du terrain

Le site étant entretenu régulièrement, les travaux préparatoires seront assez limités. Aucun terrassement de grande envergure n'aura lieu.

5.1. Les modules photovoltaïques

Le projet prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques, répartis sur des tables. Le point bas des tables sera à minima de 1,1 m. Le point haut des tables sera au maximum de 3 m. La centrale aura une puissance de 999 kWc maximum. La puissance finale dépend du rendement des panneaux disponibles au moment de la construction de la centrale.

5.2. Les tables d'assemblages et fixation au sol

En termes d'ancrage au sol, d'après l'étude des couches géologiques supérieures et de l'historique du site, la technologie pressentie est l'utilisation de pieux battus ou vissés dans le sol.

Une étude géotechnique G2AVP visant à déterminer les caractéristiques du sol, sera réalisée en phase pré-construction afin de définir le type de structure le mieux adapté au site.



5.3 Les locaux techniques

Pour les onduleurs, deux choix sont possibles suivant la configuration du site à étudier : un onduleur central par tranche de 2,5 MWc de puissance, ou des onduleurs décentralisés installés sur les structures « tables » permettant de réduire l'emprise au sol. Dans ce cas présent, nous avons fait le choix d'onduleurs décentralisés.



Exemple d'onduleurs

Les postes transformateurs sont des locaux préfabriqués spécifiques où seront installés les transformateurs BT/HTA ainsi que leurs cellules de protection. La fonction des transformateurs est de rehausser la tension issue des onduleurs à 20 000 V. Cette opération est indispensable pour que l'électricité produite soit injectée sur le réseau public de distribution. La partie transformation sera de la marque Schneider Electric dont le descriptif technique est en annexe.

Le poste de livraison est l'organe de raccordement au réseau et assure également le suivi de comptage de la production sur le site injectée dans le réseau. Il matérialise l'interface physique et juridique entre le producteur et le gestionnaire de réseau. Il est positionné sur la voie publique et à tout moment accessible aux services du gestionnaire de réseau.

5. Traitement des limites de terrain

6.1. Clôture et portails d'accès

Une clôture de type « grillage à mouton » de 2 mètres de hauteur, ceinturera totalement le site et aura pour fonction de délimiter leurs emprises, d'interdire l'entrée aux personnes non autorisées, et d'empêcher l'intrusion de gros animaux tout en permettant le passage des petits mammifères, reptiles et amphibiens grâce à des passages adaptés.

Les piquets de fixation de la clôture seront solidement ancrés dans le sol.



Figure 15 : Exemple d'une clôture de parc solaire – Source Melvan

Un portail de 6 mètres de large et 2 mètres de hauteur interdira l'accès à l'ensemble du site aux personnes non autorisées. Il sera adapté aux dispositifs d'ouverture des sapeurs-pompiers (clé polycoise) et sera situé à l'entrée du site (Cf plan de masse joint p. 23).

6.2. Pistes internes périphériques à la centrale

Une piste interne périphérique permettra l'accès au site par les véhicules de maintenance ainsi que par le SDIS en cas de nécessité. Il s'agira d'une piste enherbée.

Des pistes, des aires de retournement et des aires de grutage seront aménagées pour permettre l'accès aux postes et leur grutage. Une étude géotechnique préalable au chantier de construction aura permis de déterminer la nature des travaux légers préparatoires nécessaires à leur installation afin de les rendre carrossable par les engins de livraison et les grues. On privilégiera un nivellement (si nécessaire) et compactage, mais un ajout de Graves Non Traitées ponctuel pourra être réalisé pour stabiliser le sol et augmenter sa portance, sans ajout de revêtement, afin de garantir la perméabilité de l'ouvrage.

6.3. Equipement de défense incendie

Un étang d'une superficie de 1,11 hectares recensé sur la plateforme REMOcRA du SDIS comme pompage incendie est présent à moins de 400 m de la future centrale photovoltaïque, comme préconisé par le SDIS. Cet étang pourra donc être utilisé comme réserve incendie lors de l'exploitation de la centrale.



5. Description de la phase chantier

Le chantier de construction se déroulera en plusieurs étapes, qui comprennent notamment :

- La préparation du terrain et la création des pistes ;
- Les travaux de sécurisation du site (accès, clôture, surveillance) ;
- La réalisation des tranchées pour les réseaux électriques et câblage ;
- La pose de l'ancrage au sol des supports ;
- Le montage des supports des modules, puis la pose des modules sur les supports ;
- Excavation de la terre au droit de l'emplacement des locaux techniques et disposition de sable ;
- L'installation des postes, équipements électriques et des câblages ;
- Le raccordement des circuits électriques internes et la mise en place des protections électriques et des outils télémétriques ;
- Le raccordement au réseau et aménagement des postes de livraison/transformation ;
- Les essais de fonctionnement ;
- Dépose de la base de vie ;
- Travaux de finition et paysagers.

Les entreprises sollicitées sont pour la plupart des entreprises locales et françaises. Il s'agira d'entreprises de type montage mécanique, génie civil, Voirie et Réseaux Divers (VRD), électricité tertiaire, etc. 2 à 3 entreprises principales seront en charge du montage et du raccordement de la centrale avec le support de plusieurs intervenants supplémentaires (bureau de contrôle, coordination de la Sécurité et de la Protection de la Santé (SPS), géomètre, géotechnicien, poste électrique etc.)

Des règles de sécurité et de protection de l'environnement seront fixées aux différents prestataires intervenant sur site. Les règles de bonne conduite environnementale seront indiquées, en particulier, concernant la prévention des risques de pollution accidentelle, l'utilisation de l'espace, le bruit et la poussière, la circulation sur les voiries et la remise en état des accès.

Tout au long du chantier, il est accordé une attention particulière à la gestion des déchets. Ceux-ci sont triés (matériaux recyclables ou non) et regroupés dans des conteneurs adaptés.



6. Exploitation de la centrale

Une fois la centrale construite, la société Melvan réalisera l'entretien et la maintenance des équipements et du site pendant toute la durée d'exploitation. Les missions qui seront effectuées sont détaillées ci-dessous :

- Visite annuelle d'une équipe de techniciens de maintenance préventive.
- Contrôle du bon fonctionnement des installations, notamment contrôles fonctionnels et visuels des composants.
- Contrôle visuel des éléments relatifs à la sécurité.
- Nettoyage et propreté des Installations.
- Achat de petits consommables et de lubrifiants nécessaires à la maintenance préventive (chiffons, produits nettoyant, filtres...).

Par ailleurs, l'installation est équipée de capteurs de bon fonctionnement, suivis à distance et avec émission d'alertes (SMS, mail) en cas de panne. Dans ce cas une équipe intervient sur site pour :

- Analyse des défauts et dysfonctionnements
- Remise en état, soit sur site soit par échange standard
- Mise en œuvre de mesures de sécurisation des personnes et des équipements le cas échéant
- Mise en œuvre des garanties assurancielles ou contractuelles le cas échéant.

L'entretien se résumera à la maîtrise du développement de la végétation avec possibilité d'un entretien par le biais d'un pâturage ovin avec un éleveur local.

7. Démantèlement de la centrale

La centrale est construite de manière à permettre la remise en état initial du site. L'ensemble des installations est démontable (panneaux et structures métalliques). Les locaux techniques (pour la conversion de l'énergie) seront également retirés du site. En fin de chantier, les aménagements temporaires (zone de stockage, base vie...) sont supprimés.

Les modules à base de silicium cristallin seront recyclés à hauteur de 94% de leurs masses.

Les panneaux photovoltaïques seront recyclés, conformément à la réglementation. Ils suivront le processus mis en œuvre par la filiale française de SOREN (anciennement PV Cycle), association européenne chargée d'organiser la collecte et le traitement des



modules en fin de vie. Ceux-ci sont collectés, démontés et recyclés dans des usines spécifiques, puis réutilisés dans la fabrication de nouveaux produits.

En France, il existe deux usines de traitement des modules silicium-cristallin en fin de vie dont l'une est située à Rousset dans les Bouches-du-Rhône, gérée par Veolia et l'autre est située à Saint Loubès en Gironde, gérée par le groupement Soren et Envie 2E et inaugurée le 27 septembre 2022.





8. Présentation du plan de masse envisagé de l'installation





9. Synthèse des mesures proposées

ENJEU	MESURE
Insertion paysagère	Les clôtures seront d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux : couleur, matériaux et hauteurs. Le poste de livraison sera de couleur vert mousse pour être en concordance avec le paysage environnant.
Clôture perméable à la faune	Le grillage de la clôture présentera des mailles ou des passages permettant de faciliter le passage de la petite faune sur le site.
Phase travaux	Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à 100 % de la capacité du réservoir (Arrêté du 30 juin 1997). Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 l. Le stockage d'hydrocarbures sur le site durant la phase chantier se fera dans une cuve étanche équipée d'un bac de rétention, ou avec une rétention intégrée, permettant de recueillir un volume au moins équivalent à celui stocké. Les transformateurs à bain d'huile (sans pyralène) seront également équipés de bac de rétention. Tous les autres produits polluants seront interdits sur le site.
	En cas de pollution accidentelles en dehors de plateformes sécurisées, les zones contaminées seront rapidement traitées et purgées. Un stock de sable ainsi que des kits anti-pollution seront mis à disposition sur le site. Un protocole d'information du personnel sera mis en place. Les produits récupérés en cas d'accident devront être considérés et gérés comme des déchets.
	Aucun déchet ou excédent de matériaux ne sera laissé ou enfouis sur place durant ou après la fin du chantier. Ceux-ci seront collectés et exportés selon la réglementation en vigueur. Les déchets ou excédents seront récupérés et amenés en direction des filières de traitement et de recyclage adaptées.
Sécurité incendie	Le site comprendra une piste interne enherbée, permettant de circuler à l'intérieur de la surface clôturée. Le portail sera adapté aux dispositifs d'ouverture des sapeurs-pompiers (clé polycoise). Un étang situé à moins de 400 m du site pourra servir de réserve incendie.
Phase exploitation	L'entretien du site pourra être assuré par le biais d'un pâturage ovin, dans le cadre d'un contrat avec un éleveur local. Cette approche permettra de maintenir une gestion écologique du site tout en favorisant la présence de la biodiversité locale au sein de la zone projet.



Conclusion

La centrale photovoltaïque du Crozet va venir prendre place sur une ancienne carrière identifiée comme ZAENR, dans lequel les enjeux environnementaux sont extrêmement réduits étant donné son historique et l'entretien régulier du site.

Par ailleurs, le projet ne nécessite pas de défrichement au sens de l'article L 341-1 du code forestier et ne sera pas considéré comme artificialisation au titre de la loi ZAN.

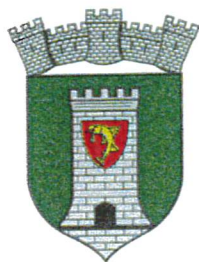
Le projet photovoltaïque ne génère aucun déchet et aucune nuisance sonore.

L'installation d'une centrale photovoltaïque sur le site visé n'aura donc aucun impact notable sur son environnement et peut justifier d'une dérogation à l'étude d'impact environnementale.



ANNEXE 1 – Justificatif communal caractère dégradé du site

**MAIRIE
DE
LE CROZET**



**Attestation communale
valant pièce justificative
au titre de la demande de CETI**

Je soussigné Monsieur Pierre Romanet, premier adjoint de la commune de LE CROZET (42310) délégué à l'urbanisme, atteste par la présente que la parcelle cadastrée : Section A n°354 sur la commune de Le Crozet,
Situées aux coordonnées GPS : 46.17196359510106, 3.83297872354259, concerne bien le périmètre d'une ancienne carrière exploitée à partir de 1943 conformément à ce que laisse apparaître la vue aérienne ci-dessous.



Le terrain en question est un site sur lequel aucun réaménagement agricole ou forestier n'a été opéré.

Pour faire valoir ce que de droit,

Fait à Le Crozet

Le 26 Mai 2025





ANNEXE 2 – Arrêté du 27 mai 2025 portant arrêt de la cartographie des zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAENR) dans la Loire



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
des Territoires**

Arrêté n° 2025-0300

**Portant arrêt de la cartographie des zones d'accélération pour l'implantation
d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que de leurs
ouvrages connexes sur le territoire départemental**

**Le référent préfectoral à l'instruction des projets d'énergies renouvelables et des
projets industriels nécessaires à la transition énergétique de la Loire**

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'énergie notamment les articles L. 141-5-2 et L. 141-5-3 ;

Vu la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables et notamment son article 15 codifié à l'article L. 141-5-3 du Code de l'Énergie ;

Vu l'arrêté du 02/07/2024 portant nomination de Monsieur Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Étienne, référent préfectoral à l'instruction des projets de développement des énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique du département de la Loire ;

Vu l'arrêté n°2024-648 du 8 novembre 2024 portant arrêt de la cartographie des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que de leurs ouvrages connexes sur le territoire départemental ;

Vu les délibérations communales relatives à la mise en place des zones d'accélération sur leur territoire ;

Vu l'avis des communes concernées sur la cartographie annexée au présent arrêté ;

Considérant que l'article 15 la Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables prévoit qu'il revient aux communes d'identifier, selon les principes énoncés dans cet article 15, des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que de leurs ouvrages connexes sur le territoire.

Considérant que ces zones identifiées par les communes contribuent à la solidarité entre les territoires et à la sécurisation de l'approvisionnement défini au 2° de l'article L. 100-1 ;

Considérant que les zones identifiées par les communes doivent en particulier permettre d'accélérer la production d'énergies renouvelables au sens de l'article L. 211-2 sur le territoire concerné pour atteindre, à terme, les objectifs énergétiques français ;

Considérant que l'État a mis à disposition des communes l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne définition de ces zones au travers du portail cartographique national en ligne ;

Considérant que cet outil cartographique permet également aux communes de définir ces zones et de transmettre ces cartographies ainsi proposées au référent préfectoral dans le département ;

Considérant que, conformément à l'article 15 de la loi du 10 mars 2023 susvisée, les communes ont adressé au référent préfectoral les délibérations du conseil municipal identifiant les zones d'accélération ;

Considérant que, conformément à l'article 15 de la loi du 10 mars 2023 susvisée, l'identification des zones d'accélération a fait l'objet d'une concertation du public, selon des modalités propres à chaque commune ;

Considérant l'absence d'instauration du Comité Régional de l'Énergie tel que prévu par décret n°2023-35 du 27 janvier 2023 relatif aux comités régionaux de l'énergie ;

Considérant qu'à défaut de mise en place du Comité Régional de l'Énergie, le processus de validation des zones d'accélération ne peut être mis en place conformément aux dispositions de l'article 15 la Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 ;

Considérant qu'à défaut de mise en place du Comité Régional de l'Énergie une analyse technique a été conduite afin d'évaluer la suffisance des zones ainsi définies pour atteindre les objectifs régionaux de production d'énergies renouvelables ;

Considérant que cette analyse a conclu à l'insuffisance des zones d'accélération définies justifiant la poursuite de l'exercice engendrant le présent arrêté ;

Considérant que le présent arrêté a été soumis à la consultation des communes concernées pour une durée de trois mois entre le 24 janvier et le 24 avril 2025, et que les observations formulées ont été prises en compte ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRÊTE

Article 1 :

La cartographie des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables figurant en annexe est arrêtée. La liste des communes ayant défini des zones d'accélération figurant dans la cartographie départementale et le nombre total de zones d'accélération arrêtées par type d'énergie renouvelable dans chaque commune figurent en annexe du présent arrêté.

L'atlas communal des zones concernées par le présent arrêté est consultable sur :

<https://www.loire.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Climat-et-energies/Les-energies-renouvelables/Les-zones-d-acceleration/Arrete>

Article 2 :

La liste des zones d'accélération ainsi définie pourra être complétée, selon les modalités prévues à l'article 15 de la loi du 10 mars 2023, afin de permettre d'identifier un volume de zones d'accélération suffisant pour atteindre les objectifs régionaux de production d'énergies renouvelables définis à l'échelle régionale.

Article 3 :

Les zones d'accélération identifiées à l'annexe du présent arrêté seront téléversées au statut « Arrêté » dans le portail cartographique nationale dédiée aux zones d'accélération, les rendant ainsi visibles du grand public au lien suivant :

<https://planification.climat-energie.gouv.fr/carte-interactive/>

Article 4 :

L'arrêté n°2024-648 du 8 novembre 2024 portant arrêt de la cartographie des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que de leurs ouvrages connexes sur le territoire départemental est abrogé.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire.

Article 6 :

Le référent à l'instruction des projets de développement des énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique et le directeur départemental des territoires de la Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée.

Saint-Étienne, le

27 MAI 2025

Le préfet
Pour le Préfet
et par délégation.
Le Secrétaire Général


Dominique SCHUFFENECKER

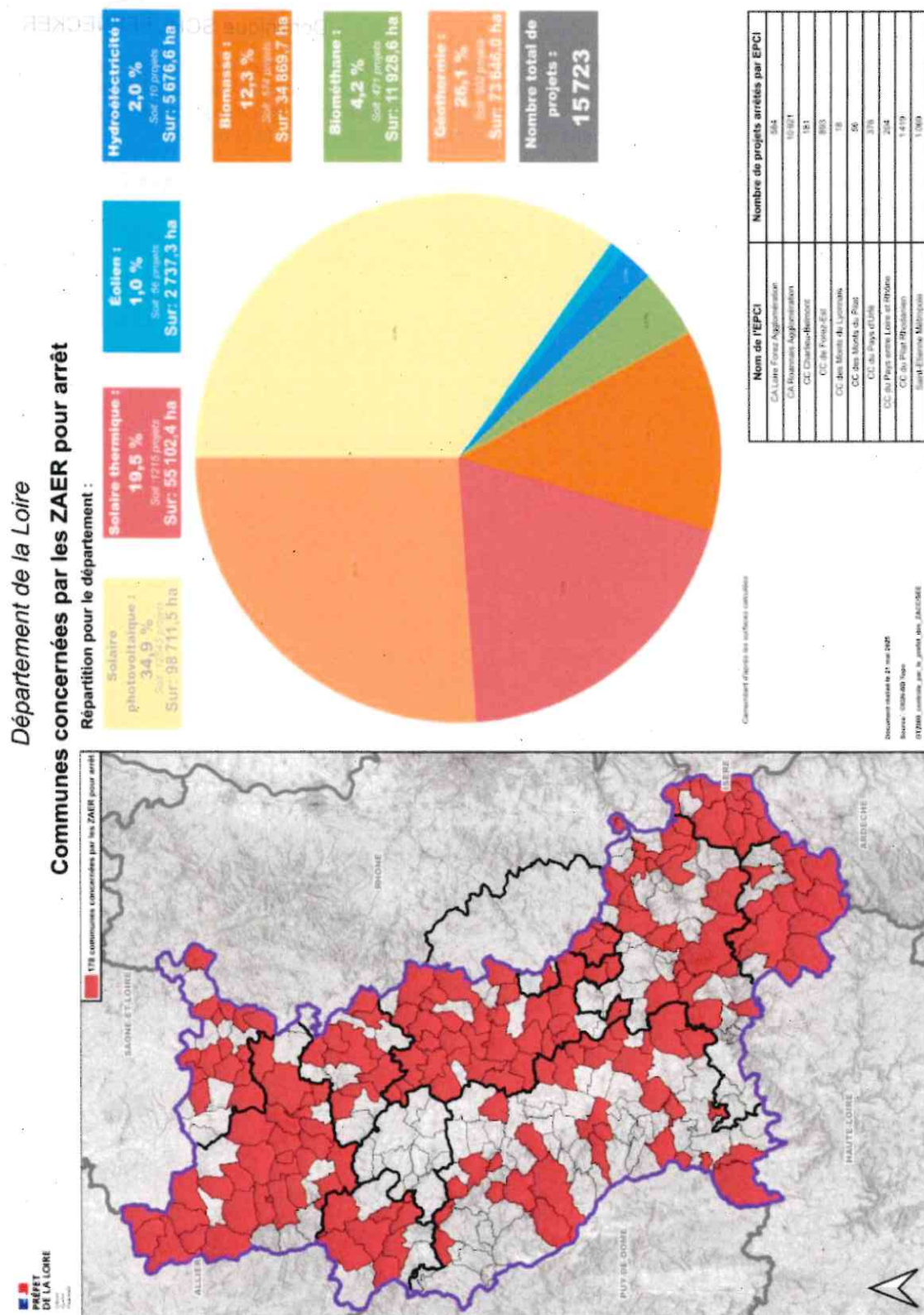
Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent de Lyon soit directement, en l'absence de recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, soit à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Ce recours contentieux peut être adressé par voie postale ou par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <https://www.telerecours.fr>.

ANNEXES : Cartographie des zones d'accélération et liste des communes du département concernées

1) Cartographie départementale



2) Liste des communes concernées

Communauté de communes de Forez-Est

Communes	Type d'énergie renouvelable	Nombre de zones d'accélération arrêté	Surface de zones d'accélération arrêté (ha)
Avezieux	Solaire photovoltaïque	17	5
Balbigny	Biomasse	1	674
	Biométhane	1	4
	Géothermie	2	397
	Solaire photovoltaïque	3	1591
	Solaire thermique	1	1534
Bellegarde-en- Forez	Solaire photovoltaïque	1	536
Bussières	Biomasse	1	1653
	Géothermie	1	1667
	Solaire photovoltaïque	16	1065
	Solaire thermique	1	1661
Chambéon	Solaire photovoltaïque	167	5
Chazelles-sur- Lyon	Géothermie	1	212
	Solaire photovoltaïque	115	250
	Solaire thermique	115	250
Civens	Solaire photovoltaïque	7	158
Cleppé	Biomasse	3	0
	Géothermie	4	166
	Solaire photovoltaïque	5	170
Épercieux- Saint-Paul	Biomasse	6	17
	Solaire photovoltaïque	15	101
	Solaire thermique	15	101
Feurs	Biomasse	2	51
	Géothermie	1	534
	Solaire photovoltaïque	1	534
	Solaire thermique	1	534
Marclopt	Géothermie	2	4
	Solaire photovoltaïque	1	745
Montchal	Solaire photovoltaïque	2	886
	Solaire thermique	1	886
Montrond-les- Bains	Biomasse	1	46
	Solaire photovoltaïque	1	3
Néronde	Solaire photovoltaïque	1	856
Nervieux	Solaire photovoltaïque	2	14
Panissières	Solaire photovoltaïque	6	54
Pinay	Biomasse	1	18
	Géothermie	1	55

	Solaire photovoltaïque	4	117
Poncins	Géothermie	1	2043
	Solaire photovoltaïque	1	2056
	Solaire thermique	1	2040
Pouilly-lès-Feurs	Géothermie	3	1311
	Solaire photovoltaïque	1	1313
	Solaire thermique	1	1309
Rozier-en-Donzy	Biomasse	1	72
	Géothermie	1	741
	Solaire photovoltaïque	85	108
	Solaire thermique	85	108
Sainte-Agathe-en-Donzy	Solaire photovoltaïque	25	13
	Solaire thermique	25	13
Saint-André-le-Puy	Solaire photovoltaïque	1	10
Saint-Barthélemy-Lestra	Géothermie	1	1111
	Solaire photovoltaïque	3	1112
Sainte-Colombe-sur-Gand	Biométhane	5	24
	Eolien	2	33
	Solaire photovoltaïque	14	123
	Solaire thermique	14	123
Saint-Cyr-les-Vignes	Biomasse	1	1948
	Biométhane	1	1948
	Géothermie	1	1948
	Solaire photovoltaïque	1	1948
	Solaire thermique	1	1948
Saint-Jodard	Biométhane	1	44
	Géothermie	1	649
	Solaire photovoltaïque	1	432
Saint-Laurent-la-Conche	Biométhane	16	104
	Géothermie	1	1
	Solaire photovoltaïque	25	62
Saint-Marcel-de-Félines	Solaire photovoltaïque	6	2157
Saint-Martin-Lestra	Solaire photovoltaïque	3	1624
Saint-Médard-en-Forez	Biométhane	1	1041
	Géothermie	1	1041
	Solaire photovoltaïque	1	1041
Salt-en-Donzy	Solaire photovoltaïque	1	918
Salvizinet	Géothermie	1	1091
	Solaire photovoltaïque	1	1091

	Solaire thermique	1	1090
Veauce	Biomasse	1	31
	Géothermie	3	613
	Solaire photovoltaïque	3	613
Violay	Géothermie	2	0
	Solaire photovoltaïque	21	111
	Solaire thermique	1	97

Communauté de communes des Monts du Pilat

Communes	Type d'énergie renouvelable	Nombre de zones d'accélération arrêté	Surface de zones d'accélération arrêté (ha)
Bourg-Argental	Biomasse	1	2026
	Géothermie	1	2026
	Solaire photovoltaïque	1	2026
	Solaire thermique	1	2026
Burdignes	Biomasse	1	2233
	Eolien	1	87
	Géothermie	1	2226
	Solaire photovoltaïque	1	2207
	Solaire thermique	1	2217
Graix	Biomasse	1	416
	Géothermie	1	406
	Hydroélectricité	1	246
	Solaire photovoltaïque	1	406
	Solaire thermique	1	406
Jonzieux	Solaire photovoltaïque	2	0
Marlhes	Biomasse	1	1
	Géothermie	1	2712
	Solaire photovoltaïque	1	3169
	Solaire thermique	1	3099
Planfoy	Biomasse	2	5
	Géothermie	1	1236
	Solaire photovoltaïque	1	1218
Saint-Genest-Malifaux	Biomasse	1	26
	Géothermie	1	4658
	Hydroélectricité	2	0
	Solaire photovoltaïque	3	4658
Saint-Julien-Molin-Molette	Biomasse	2	946
	Géothermie	1	946
	Solaire photovoltaïque	1	946
	Solaire thermique	1	946
Saint-Régis-du-	Biomasse	1	2

Coin	Géothermie	1	1631
	Solaire photovoltaïque	5	1656
	Solaire thermique	1	1646
Saint-Sauveur-en-Rue	Biomasse	1	0
	Eolien	1	177
	Géothermie	1	2088
	Solaire photovoltaïque	1	2048
	Solaire thermique	1	1890
Tarentaise	Biomasse	1	17
	Géothermie	1	595
	Solaire photovoltaïque	3	594
	Solaire thermique	1	595
La Versanne	Solaire photovoltaïque	1	1518

Communauté de communes du Pilat Rhodanien

Communes	Type d'énergie renouvelable	Nombre de zones d'accélération arrêté	Surface de zones d'accélération arrêté (ha)
Bessey	Solaire photovoltaïque	15	29
	Solaire thermique	13	29
La Chapelle-Villars	Biomasse	17	30
	Géothermie	34	30
	Solaire photovoltaïque	18	30
	Solaire thermique	34	30
Chavanay	Biomasse	28	173
	Géothermie	56	173
	Solaire photovoltaïque	33	173
	Solaire thermique	56	173
Lupé	Biomasse	8	24
	Géothermie	16	24
	Solaire photovoltaïque	9	24
	Solaire thermique	16	24
Maclas	Biomasse	28	117
	Géothermie	56	117
	Solaire photovoltaïque	37	119
	Solaire thermique	56	118
Mallevall	Biomasse	24	27
	Géothermie	48	27
	Solaire photovoltaïque	24	27
	Solaire thermique	48	27
Pélussin	Biomasse	35	199
	Géothermie	70	199
	Solaire photovoltaïque	47	200

	Solaire thermique	70	199
Roisey	Biomasse	9	62
	Géothermie	18	62
	Solaire photovoltaïque	11	62
	Solaire thermique	18	62
Saint-Appolinard	Biomasse	18	40
	Solaire photovoltaïque	18	40
	Solaire thermique	36	40
Saint-Michel-sur-Rhône	Biomasse	13	67
	Géothermie	26	67
	Solaire photovoltaïque	14	67
	Solaire thermique	26	67
Saint-Pierre-de-Bœuf	Biomasse	15	94
	Géothermie	30	94
	Solaire photovoltaïque	15	94
	Solaire thermique	30	94
Véranne	Biomasse	20	58
	Géothermie	40	58
	Solaire photovoltaïque	22	58
	Solaire thermique	40	58
Vérin	Biomasse	18	24
	Géothermie	32	18
	Solaire photovoltaïque	18	24
	Solaire thermique	36	24

Communauté d'agglomération Loire Forez Agglomération

Communes	Type d'énergie renouvelable	Nombre de zones d'accélération arrêté	Surface de zones d'accélération arrêté (ha)
Ailleux	Biomasse	5	29
	Géothermie	4	29
	Solaire photovoltaïque	5	789
Apinac	Biomasse	1	1553
	Géothermie	1	1553
	Solaire photovoltaïque	1	1553
	Solaire thermique	1	1553
Bard	Biomasse	1	1343
	Biométhane	1	1342
	Eolien	1	1343
	Géothermie	1	1343
	Hydroélectricité	1	1343
	Solaire photovoltaïque	1	1343
	Solaire thermique	1	1343

Boisset-lès-Montrond	Solaire photovoltaïque	5	0
Boisset-Saint-Priest	Biomasse	1	1827
	Géothermie	1	1827
	Solaire photovoltaïque	1	1827
	Solaire thermique	1	1827
Bonson	Biomasse	1	2
	Géothermie	1	0
	Solaire photovoltaïque	10	1
Chalain-le-Comtal	Solaire photovoltaïque	5	1849
Chambles	Solaire photovoltaïque	5	1
La Chapelle-en-Lafaye	Géothermie	2	864
	Solaire photovoltaïque	2	876
Chenereilles	Biomasse	1	3
	Biométhane	9	6
	Géothermie	20	50
	Solaire photovoltaïque	17	5
Craintilleux	Solaire photovoltaïque	1	0
	Solaire thermique	4	0
Écotay-l'Olme	Géothermie	1	81
	Solaire thermique	1	81
L'Hôpital-le-Grand	Solaire photovoltaïque	8	1
Leigneux	Géothermie	1	440
	Solaire photovoltaïque	3	34
Magneux-Haute-Rive	Solaire photovoltaïque	2	1243
Marcilly-le-Châtel	Biomasse	1	1648
	Géothermie	1	1648
	Solaire photovoltaïque	1	1648
	Solaire thermique	1	1648
Montbrison	Biomasse	39	922
	Géothermie	1	1626
	Solaire photovoltaïque	35	896
	Solaire thermique	39	887
Palogneux	Géothermie	1	710
	Solaire photovoltaïque	1	710
Saint-Bonnet-le-Courreau	Géothermie	20	171
	Solaire photovoltaïque	20	135
Saint-Étienne-le-Molard	Biomasse	1	26
	Biométhane	2	412
	Géothermie	1	1644

	Solaire photovoltaïque	1	1654
Saint-Georges-en-Couzan	Biomasse	1	27
	Biométhane	3	1202
	Géothermie	1	27
	Solaire photovoltaïque	2	2366
	Solaire thermique	1	27
Saint-Jean-Soleymieux	Biomasse	1	4
	Géothermie	24	72
	Solaire photovoltaïque	12	68
	Solaire thermique	12	69
Vêtr-sur-Anzon	Solaire photovoltaïque	2	19
Saint-Just-Saint-Rambert	Biomasse	2	26
	Géothermie	15	700
	Solaire photovoltaïque	18	736
Saint-Sixte	Biomasse	2	1548
	Géothermie	1	1548
	Solaire photovoltaïque	2	1548
Sauvain	Géothermie	1	18
	Solaire photovoltaïque	1	17
Sury-le-Comtal	Biomasse	1	160
	Géothermie	1	2417
	Solaire photovoltaïque	156	499
	Solaire thermique	1	160
La Tourette	Solaire photovoltaïque	21	89
Unias	Solaire photovoltaïque	6	3
Usson-en-Forez	Solaire photovoltaïque	1	2
Veauchette	Solaire photovoltaïque	3	1

Communauté de communes du Pays d'Urfé

Communes	Type d'énergie renouvelable	Nombre de zones d'accélération arrêté	Surface de zones d'accélération arrêté (ha)
Cherier	Biomasse	4	38
	Biométhane	21	29
	Eolien	2	276
	Géothermie	21	190
	Hydroélectricité	2	65
	Solaire photovoltaïque	21	190
Juré	Solaire photovoltaïque	20	25
	Solaire thermique	2	1
Saint-Just-en-Chevalet	Solaire photovoltaïque	34	28

Saint-Marcel-d'Urfé	Solaire photovoltaïque	31	2
Saint-Romain-d'Urfé	Solaire photovoltaïque	50	84
	Solaire thermique	3	19
La Tuilière	Hydroélectricité	1	0
	Solaire photovoltaïque	15	2
Chausseterre	Biomasse	29	15
	Eolien	1	82
	Géothermie	60	83
	Solaire photovoltaïque	31	15
	Solaire thermique	30	15

Communauté de communes du Pays entre Loire et Rhône

Communes	Type d'énergie renouvelable	Nombre de zones d'accélération arrêté	Surface de zones d'accélération arrêté (ha)
Chirassimont	Biomasse	2	1
	Géothermie	1	1042
	Solaire photovoltaïque	1	15
	Solaire thermique	1	1045
Croizet-sur-Gand	Biomasse	1	0
	Biométhane	1	7
	Géothermie	1	0
	Solaire photovoltaïque	2	22
	Solaire thermique	1	0
Lay	Biomasse	1	60
	Biométhane	1	47
	Eolien	1	183
	Géothermie	34	108
	Solaire photovoltaïque	34	108
	Solaire thermique	34	108
Machézal	Eolien	1	5
	Géothermie	2	27
	Solaire photovoltaïque	1	29
	Solaire thermique	1	26
Neulise	Biomasse	12	2305
	Biométhane	11	58
	Géothermie	1	2305
	Solaire photovoltaïque	1	2305
	Solaire thermique	1	2305
Régnv	Biomasse	1	60
	Biométhane	6	771
	Géothermie	1	1372
	Hydroélectricité	1	22

	Solaire photovoltaïque	4	1369
	Solaire thermique	1	1373
Saint-Cyr-de-Favières	Eolien	1	15
	Solaire photovoltaïque	2	1
Saint-Symphorien-de-Lay	Biomasse	12	177
	Géothermie	12	177
	Solaire photovoltaïque	12	177
Vendranges	Biomasse	2	17
	Solaire photovoltaïque	2	1

Communauté d'agglomération Roannais Agglomération

Communes	Type d'énergie renouvelable	Nombre de zones d'accélération arrêté	Surface de zones d'accélération arrêté (ha)
Ambierle	Géothermie	1	1
	Solaire photovoltaïque	1670	21
Commelle-Vernay	Biométhane	7	54
	Géothermie	4	4
	Solaire photovoltaïque	2775	32
Le Coteau	Biomasse	2	46
	Solaire photovoltaïque	61	302
	Solaire thermique	61	302
Coutouvre	Biomasse	1	90
	Biométhane	11	72
	Solaire photovoltaïque	393	12
Le Crozet	Biomasse	1	1
	Biométhane	1	0
	Solaire photovoltaïque	17	25
Mably	Biomasse	3	689
	Biométhane	1	31
	Solaire photovoltaïque	59	3333
Notre-Dame-de-Boisset	Solaire photovoltaïque	567	7
Ouches	Solaire photovoltaïque	6	4
La Pacaudière	Solaire photovoltaïque	2	8
Perreux	Biomasse	2	59
	Biométhane	71	884
	Solaire photovoltaïque	2290	170
Pouilly-les-Nonains	Biomasse	1	14
	Biométhane	18	115
	Géothermie	1	2
	Solaire photovoltaïque	397	12
Renaion	Biomasse	1	31
	Solaire photovoltaïque	11	102

Riorges	Solaire photovoltaïque	25	148
Roanne	Biomasse	5	1057
	Eolien	2	245
	Géothermie	1	1613
	Solaire photovoltaïque	5	1057
	Solaire thermique	5	1057
Sail-les-Bains	Biométhane	1	750
	Géothermie	1	7
	Solaire photovoltaïque	147	13
Saint-André-d'Apchon	Solaire photovoltaïque	338	9
Saint-Bonnet-des-Quarts	Eolien	1	115
	Solaire photovoltaïque	23	64
Saint-Forgeux-Lespinnasse	Biométhane	2	104
	Solaire photovoltaïque	1	1643
Saint-Germain-Lespinnasse	Biomasse	1	49
	Solaire photovoltaïque	426	16
Saint-Haon-le-Châtel	Biomasse	1	9
	Solaire photovoltaïque	2	39
Saint-Haon-le-Vieux	Solaire photovoltaïque	296	9
Saint-Jean-Saint-Maurice-sur-Loire	Biomasse	1	0
	Solaire photovoltaïque	1	2
Saint-Léger-sur-Roanne	Solaire photovoltaïque	13	2
Saint-Martin-d'Estréaux	Biométhane	170	1024
	Solaire photovoltaïque	119	102
Saint-Romain-la-Motte	Biomasse	1	3
	Biométhane	47	782
	Solaire photovoltaïque	512	23
Saint-Vincent-de-Boisset	Biomasse	3	24
	Biométhane	4	10
	Solaire photovoltaïque	253	19
Urbise	Eolien	3	10
	Solaire photovoltaïque	21	57
Villemontais	Eolien	1	46
	Solaire photovoltaïque	1	1320
Villerest	Solaire photovoltaïque	29	312
Vivans	Solaire photovoltaïque	24	79

Saint-Etienne Métropole

Communes	Type d'énergie renouvelable	Nombre de zones d'accélération arrêté	Surface de zones d'accélération arrêté (ha)
----------	-----------------------------	---------------------------------------	---

Dargoire	Biomasse	16	38
	Géothermie	15	38
	Solaire photovoltaïque	14	38
	Solaire thermique	15	39
Farnay	Solaire photovoltaïque	7	2
Firminy	Solaire photovoltaïque	1	593
La Fouillouse	Biomasse	1	6
	Biométhane	1	6
	Solaire photovoltaïque	11	343
	Solaire thermique	11	343
Lorette	Solaire photovoltaïque	1	334
Pavezin	Biomasse	1	4
	Géothermie	2	5
	Solaire photovoltaïque	5	7
	Solaire thermique	13	31
La Ricamarie	Biomasse	1	337
	Géothermie	6	184
	Solaire photovoltaïque	5	379
	Solaire thermique	3	382
Rive-de-Gier	Géothermie	1	0
	Solaire photovoltaïque	10	31
Saint-Christo- en-Jarez	Biomasse	1	2212
	Géothermie	2	1760
	Solaire photovoltaïque	3	1718
	Solaire thermique	1	1795
Sainte-Croix- en-Jarez	Biomasse	34	54
	Eolien	34	54
	Géothermie	34	54
	Solaire photovoltaïque	34	54
Saint-Étienne	Solaire thermique	34	54
	Biomasse	75	2931
	Géothermie	70	2799
	Solaire photovoltaïque	223	3033
	Solaire thermique	70	2799
Saint-Genest- Lerpt	Solaire photovoltaïque	2	5
Genilac	Géothermie	1	867
	Solaire photovoltaïque	1	867
	Solaire thermique	1	867
Saint-Paul-en- Jarez	Solaire photovoltaïque	6	20
Saint-Priest-en-	Solaire photovoltaïque	1	309

Jarez			
Saint-Romain-en-Jarez	Eolien	1	20
	Géothermie	33	89
	Solaire photovoltaïque	34	90
	Solaire thermique	33	89
Sorbiers	Solaire photovoltaïque	32	4
La Talaudière	Biomasse	17	354
	Eolien	1	0
	Géothermie	16	346
	Solaire photovoltaïque	30	375
	Solaire thermique	16	346
Tartaras	Biomasse	9	47
	Géothermie	9	47
	Solaire photovoltaïque	9	47
	Solaire thermique	9	47
Valfleury	Biomasse	1	42
	Géothermie	1	882
	Solaire photovoltaïque	37	93
La Valla-en-Gier	Eolien	2	43
	Géothermie	1	3480
	Hydroélectricité	1	3480
	Solaire photovoltaïque	2	3480
	Solaire thermique	1	3480
Villars	Solaire photovoltaïque	7	5

Communauté de communes Charlieu-Belmont Communauté

Communes	Type d'énergie renouvelable	Nombre de zones d'accélération arrêté	Surface de zones d'accélération arrêté (ha)
Arcinges	Solaire photovoltaïque	1	0
Belleroche	Solaire photovoltaïque	1	48
Boyer	Biomasse	1	520
	Géothermie	1	520
	Hydroélectricité	1	520
	Solaire photovoltaïque	1	520
	Solaire thermique	1	520
Le Cergne	Solaire photovoltaïque	22	87
Chandon	Solaire photovoltaïque	5	162
Charlieu	Solaire photovoltaïque	1	643
Écoche	Biomasse	1	1110
	Géothermie	1	1110
	Solaire photovoltaïque	2	1111
	Solaire thermique	1	1110

La Gresle	Solaire photovoltaïque	4	1470
Nandax	Solaire photovoltaïque	1	816
	Solaire thermique	1	816
Saint-Denis-de-Cabanne	Biomasse	4	83
	Biométhane	1	1
	Géothermie	1	547
	Solaire photovoltaïque	5	84
	Solaire thermique	5	84
Saint-Hilaire-sous-Charlieu	Solaire photovoltaïque	44	59
	Solaire thermique	43	58
Saint-Nizier-sous-Charlieu	Biomasse	1	20
	Biométhane	4	7
	Solaire photovoltaïque	6	214
Sevelinges	Solaire photovoltaïque	9	1
Villers	Géothermie	1	0
	Solaire photovoltaïque	9	120
Vougy	Géothermie	1	2081
	Solaire photovoltaïque	1	2083

Communauté de communes des Monts du Lyonnais

Communes	Type d'énergie renouvelable	Nombre de zones d'accélération arrêté	Surface de zones d'accélération arrêté (ha)
Châtelus	Solaire photovoltaïque	1	79
Chevrières	Biomasse	1	1318
	Biométhane	1	1036
	Géothermie	1	1340
	Solaire photovoltaïque	1	1339
	Solaire thermique	1	1330
Grammond	Biomasse	1	814
	Géothermie	1	813
	Solaire photovoltaïque	1	819
	Solaire thermique	1	813
Maringes	Solaire photovoltaïque	1	752
	Solaire thermique	1	750
Saint-Denis-sur-Coise	Biomasse	1	19
	Biométhane	1	12
	Solaire photovoltaïque	2	31
	Solaire thermique	2	31

Communauté de communes Val d'Aix et Isable

Pas de commune concernée.

